

ARRETE TEMPORAIRE

24-PS-0742

Portant réglementation de la circulation :

- **PLACE DES ETATS D'ARTOIS**
- **RUE DESIRE DELANSORNE**
- **RUE JACQUES LE CARON**
- **RUE DE LA WATTELETTE**

En agglomération

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6 ;

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-21-1, R. 413-1 et R. 417-10 ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription ;

Vu le Code de l'Environnement, notamment l'article L541-3 ;

Vu l'arrêté municipal n° 2022-742 du 4 octobre 2022 portant délégation de fonction et de signature de Monsieur Gauthier OSSELAND en matière de ville du ¼ d'heure, déplacements et projet Master Plan ;

Vu la demande présentée par **EUROVIA PAS DE CALAIS et VOIRIES et PAVAGES DU NORD - VPN** pour le compte de la **COMMUNAUTE URBAINE D'ARRAS** ;

Vu l'arrêté n°24-AC-0692 en date du 18/03/2024, portant réglementation de la circulation, du 02/04/2024 au 19/04/2024, PLACE DES ETATS D'ARTOIS ;

Considérant qu'il y a lieu de favoriser le bon déroulement des travaux de requalification des rues Désiré Delansorne - Jacques Le Caron et place des Etats d'Artois ;

Considérant qu'il convient de prendre des mesures pour faciliter la circulation et assurer la sécurité des usagers ;

ARRÊTONS

-

ARTICLE 1 : L'arrêté n°24-AC-0692 en date du 18/03/2024, portant réglementation de la circulation PLACE DES ETATS D'ARTOIS, est abrogé.

ARTICLE 2 : À compter du 02/04/2024 et jusqu'au 21/04/2024, les prescriptions suivantes s'appliquent PLACE DES ETATS D'ARTOIS :

- Un rétrécissement de chaussée, conséquence d'un empiètement temporaire sur une partie de la chaussée, entraîne une modification des conditions de circulation et de stationnement :
 - Le dépassement des véhicules autres que les deux roues est interdit.
 - La vitesse des véhicules est limitée à 30 km/h.
 - La circulation est interdite sur la piste cyclable.
 - Les emplacements de stationnement situés au droit de l'empiètement pourront être neutralisés. Tout stationnement sera considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route, et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation piétonne sera perturbée

ARTICLE 3 : À compter du 02/04/2024 et jusqu'au 21/04/2024, la circulation des véhicules est interdite RUE DESIRE DELANSORNE et RUE JACQUES LE CARON.

Les emplacements de stationnement situés au droit de l'empiètement pourront être neutralisés. Tout stationnement sera considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route, et passible de mise en fourrière immédiate.

ARTICLE 4 : À compter du 02/04/2024 et jusqu'au 21/04/2024, les riverains de la PETITE RUE SAINT-GERY pourront emprunter la RUE DE LA WATTELETTE à double sens.

ARTICLE 5 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le pétitionnaire.

ARTICLE 6 : Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise place de la

signalisation. Ces dispositions pourront être levées selon l'avancement des travaux.

ARTICLE 7 : Les dispositions définies par le présent arrêté remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

ARTICLE 8 : Toute infraction aux dispositions définies par le présent arrêté constituera contravention et sera réprimée comme telle.

Le non-respect des dispositions prévues sera considéré stationnement gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la Route. Les véhicules en infraction pourront être enlevés aux frais, risques et périls de leurs propriétaires.

ARTICLE 9 : Le pétitionnaire est chargé de procéder à l'information individuelle des riverains.

ARTICLE 10 : Les dispositions définies par le présent arrêté ne s'appliquent pas aux véhicules des Services de Police, de Gendarmerie, de Secours, des Services Municipaux, et du Pétitionnaire, dans le strict exercice de leurs fonctions.

ARTICLE 11 : Le directeur général des services de la ville d'Arras et le commissaire de police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur, et dont l'ampliation sera envoyée au commandant de gendarmerie, aux sapeurs-pompiers, à la direction Générale des Services, au réseau Artis, au commissaire de police, à la directrice de la police municipale, au service affichage et au pétitionnaire.

ARTICLE 12 : En application des articles R 421-1 à R 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr.



Arras
Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué